

**ANNEXE**

***Demande d'autorisation d'occupation temporaire (A.O.T.) du domaine public routier de la Communauté Urbaine de Bordeaux.***

***Demande d'autorisation d'exécution des travaux assortie des Prescriptions techniques.***

DEMANDE D’AUTORISATION D’OCCUPATION TEMPORAIRE (A.O.T.)  
DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE  
BORDEAUX<sup>(1)</sup>

DEMANDE D’AUTORISATION D’EXECUTION DE TRAVAUX  
ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES<sup>(1)</sup>  
*(1) cocher la case correspondante*

Destinataire

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX  
département *Gestion du domaine public routier*  
centre Voirie et Proximité  
direction opérationnelle Voirie Circulation Proximité  
pôle Opérationnel  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33076 BORDEAUX Cedex

COMMUNAUTÉ  
URBAINE DE BORDEAUX

LACUB

centre Voirie et Proximité

direction opérationnelle Voirie  
Circulation et Proximité

pôle Opérationnel

Tél. 05 56 99 84 84

Fax 05 56 99 88 06

doccp@cu-bordeaux.fr

**IMPORTANT :** Au préalable à toute implantation, la demande d’autorisation d’occupation temporaire du domaine public routier de la Communauté urbaine de Bordeaux devra être formulée au moyen de ce document.

Les travaux ne pourront être entrepris qu’après réception de l’arrêté portant autorisation d’exécution de travaux et envoi par l’entreprise de la Déclaration d’Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) à la Communauté Urbaine de Bordeaux. Dans le cas strictement exceptionnel de travaux motivés par l’urgence, la demande d’arrêté portant autorisation d’exécution de travaux doit être adressée, en régularisation, dans les 48 heures suivant l’intervention.

1. Date de la demande

(au minimum 1 mois avant la date de début des travaux d’implantation ou d’intervention)

2. Date d’implantation ou de début des travaux souhaitée

(date à compter de laquelle sera délivré pour toute implantation l’Arrêté d’A.O.T. faisant courir la durée de l’occupation et rendant exigible la redevance annuelle correspondante)

Date de début des travaux ou d’implantation Date de fin des travaux

3. Adresse exacte de l’implantation de l’(des)ouvrages(s), de l’(des)équipement(s) ou des travaux

4. Désignation du demandeur

	Nom - Raison sociale - Adresse	Personne responsable	N° de téléphone N° de télécopie N° e-mail
Futur permissionnaire <i>(Propriétaire de l'ouvrage ou de l'équipement à implanter)</i>		M. signature	G e-mail
Maître d'ouvrage des travaux		M. signature	G e-mail
Maître d'oeuvre des travaux			G e-mail
Entreprise exécutant les travaux			G e-mail

5. Nature de l'ouvrage ou de l'équipement à implanter

Ouvrage ou équipement souterrain (le type)

Nombre

Emprise occupée (m-m²-m³)

Ouvrage ou équipement en superstructure

% Mobilier (préciser le type)

Nombre

Emprise occupée (m-m²-m³)

% Bâtiment (préciser le type)

Nombre

Emprise occupée (m-m²-m³)

6. Description des travaux

Fouille (tranchées, regards, branchements, etc...)

Longitudinale

Transversale

Implantation (mobilier, équipement, bâti, etc...)

7. Observations

Mesures de circulation (demandées à la mairie)

Mesures de protection

Autres

8. Nom et signature du demandeur (Maître d'ouvrage)

9. Pièces à joindre à la demande

Pour toutes les demandes :

Un document d’implantation détaillé comprenant :

% Un plan format A4, établi à l’échelle du 1/200 ou 1/500 minimum, comportant l’ouvrage ou l’équipement à implanter ainsi que les limites de chaussée et trottoirs

% Les coupes longitudinales et transversales au droit de l’ouvrage ou de l’équipement à implanter

% Les principales cotes de positionnement de l’ouvrage ou de l’équipement à implanter, tant en planimétrie qu’en altimétrie ou charge

% L’indication des réseaux existants au voisinage immédiat des travaux projetés (Electricité, Eau, Gaz...) ;  
cette précision, bien que souhaitable, est facultative pour les branchements des particuliers.

% Les zones de dépôt de matériaux et le plan de circulation des approvisionnements si nécessaires.

En complément de ces documents

Pour les ouvrages ou équipements souterrains :

% Un plan positionnant exactement les émergences de ces ouvrages ou équipements par rapport aux éléments de voirie

% Si les émergences sont en affleurement :

. Un croquis détaillé précisant l’insertion des affleurements dans le calepinage existant lorsque les revêtements sont constitués de carrelage, pavés ou dalles.  
. Les documents nécessaires pour juger de l’esthétique des affleurements : nature des matériaux, couleur, aspect de surface (texture), etc....

% Si les émergences sont en superstructure : se reporter au § ci-dessous

Pour les ouvrages ou équipements en superstructure :

% Tous les documents nécessaires pour apprécier leur nature, leur volumétrie et juger de la gêne éventuelle qu’ils sont susceptibles d’occasionner dans l’utilisation de la voie et en particulier du point de vue de l’encombrement des trottoirs, de la visibilité ainsi que de la sécurité en général

% Tous les documents nécessaires devront également être fournis pour apprécier leur esthétique et leur intégration dans le site (forme, couleur...)

% Un croquis coté détaillé de l’ouvrage ou de l’équipement devra être joint avec photomontage

Pour les réseaux structurants de télécommunications :  
Les pétitionnaires devront s’adresser au Département des Nouvelles Technologies de la Communauté Urbaine de Bordeaux, chargé du «guichet unique des opérateurs». Les dossiers d’A.P.S. et d’A.P.D. seront déposés pour les réseaux dont la longueur est supérieure à 50 mètres, qualifiés de «structurants».

Étape préliminaire : Avant Projet Sommaire (A.P.S.) :

Il devra être fourni :

% Une note précisant la nature du réseau (G.F.U., réseau câblé, réseau ouvert au public...),

% La copie :

. De l’autorisation de l’A.R.T. pour les réseaux G.F.U. supérieurs à 1 kilomètre  
. De l’autorisation du Maire pour les réseaux câblés,  
. De la licence L-33-1 pour les réseaux ouverts au public,

% Le plan de cheminement du réseau à une échelle permettant d’apprécier le projet. Celui-ci devra en particulier préciser le nombre d’artères, le linéaire approximatif, ainsi que les chambres de tirage.

Dépôt du dossier définitif : Avant Projet Détaillé (A.P.D.) :

Pour les réseaux ouverts au public, et conformément à l’article R 20-47 du Code des Postes et Télécommunications, le pétitionnaire fournira les pièces suivantes :

% Le plan du réseau présentant les modalités de passage et d’ancrage des installations. Le plan fixe des charges ou les cotes altimétriques de l’installation de télécommunication dont la marge d’approximation ne doit pas être supérieure à 10 centimètres. Il est présenté sur un fond de plan au 1/200°.

% Les données techniques nécessaires à l’appréciation de la possibilité d’un éventuel partage des installations existantes  
(la Communauté trbaine recommande aux opérateurs de prévoir un nombre et un dimensionnement des fourreaux tels que ceux-ci pourraient recevoir des réseaux d’autres opérateurs. Cette réserve pourrait être équivalente à 30 % des fourreaux installés par l’opérateur sans que le nombre de fourreaux libres aiguillés puisse être inférieur à deux gaines de 45 mm de diamètre).

% Les schémas détaillés d’implantation sur les ouvrages d’art et les carrefours.

% Les conditions générales prévisionnelles d’organisation du chantier ainsi que le nom et l’adresse du coordonnateur de sécurité désigné par le pétitionnaire en application de la loi.

% Les modalités de remblaiement ou de reconstitution des ouvrages.

% Un échancier prévisionnel de réalisation des travaux faisant état de la date de leur commencement et de leur durée prévisible.

La date de dépôt de ce dossier constitue le point de départ du délai de deux mois prévu au même article. Conformément à l’article R 20-50 du Code des Postes et Télécommunications, le pétitionnaire devra communiquer un courrier précisant les raisons pour lesquelles le partage d’infrastructures existantes sur tout ou partie du réseau n’a pas été possible.

Pour les ouvrages exceptionnels :

Pour les ouvrages exceptionnels affectant le sol, le sous-sol ou le tréfonds du domaine public (passages dénivelés, tirants d’ancrage, etc. ...), il conviendra de fournir un dossier technique complet, indiquant la position de l’ouvrage par rapport aux autres équipements de la voie et comportant les notes de calcul justificatives.

Tout dossier incomplet ou ne permettant pas d’apprécier correctement l’opportunité de l’installation, sera retourné au demandeur qui ne pourra se prévaloir d’éventuels délais liés au dépôt de la demande.

***Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire (A.O.T.) du domaine public routier de la Communauté Urbaine de Bordeaux***

***Arrêté d'autorisation d'occupation temporaire (A.O.T.) du domaine public routier de la Communauté Urbaine de Bordeaux.***

***(pour les opérateurs de télécommunications)***



**ANNEXE**

***Arrêté portant autorisation d'exécution des travaux et assorti des prescriptions techniques d'ouverture et de réfection du trottoir, de la chaussée et de remise en place de la signalisation verticale, horizontale et lumineuse.***

AUTORISATION D'EXECUTION DE TRAVAUX  
ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARRÊTÉ

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX,

**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.141.10 à 12 et R.141.12 à 22,  
**Vu** le Règlement Général de Voirie de la Communauté urbaine de BORDEAUX,  
**Vu** l’Autorisation d’Occupation Temporaire (A.O.T.) du Domaine Public Routier, délivrée préalablement au pétitionnaire,  
**Vu** la demande de délivrance de l’Arrêté énonçant les modalités d’exécution des travaux, présentée par le pétitionnaire cité au verso,  
**Considérant** l’avis émis par les services communautaires, détaillé au verso,

ARRÊTE,

- ARTICLE 1**

Le pétitionnaire pourra exécuter, sous réserve des droits des tiers, les travaux qui constituent l’objet de sa demande, rappelée au verso, sous réserve des prescriptions générales suivantes :

a) Respect du Règlement Général de voirie en vigueur et de toutes ses annexes, pour l’ouverture et la réfection des fouilles sur les voies communautaires.  
b) Respect scrupuleux des prescriptions indiquées au verso.
- ARTICLE 2**

Le pétitionnaire devra obligatoirement obtenir de la Mairie concernée un arrêté relatif aux mesures de police de la circulation et de coordination du chantier. Il est aussi rappelé que l’utilisation éventuelle des places publiques à usage de squares, jardins, espaces verts ou promenade, relève de la compétence municipale et que l’autorisation d’occupation doit impérativement en être demandée au Maire.

L’entreprise chargée par le pétitionnaire de réaliser les travaux devra adresser à la direction opérationnelle de Voirie, Circulation et Proximité de la Communauté urbaine de BORDEAUX (à la circonscription indiquée au verso ainsi qu’au département Gestion du trafic) comme à la Commune concernée et aux exploitants de réseaux, la Déclaration d’Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) indiquant la date de début des travaux et leur durée d’exécution.

Ce document devra parvenir à la Communauté urbaine de BORDEAUX **8 jours** avant l’ouverture du chantier.
- ARTICLE 3**

Il appartient au pétitionnaire et sous sa seule responsabilité, de prendre toutes dispositions utiles en vue de protéger tant en leur emprise aérienne, terrestre, souterraine, le mobilier urbain, les végétaux, tous les équipements de voirie et les ouvrages appartenant aux autres occupants du Domaine Public Routier communautaire.
- ARTICLE 4**

Le présent arrêté est strictement limité aux travaux objet de la demande.
- ARTICLE 5**

La validité du présent arrêté est limitée à une durée **d’un an**. Si la mise à exécution des travaux n’est pas intervenue au terme de ce délai, une nouvelle demande devra être formulée.
- ARTICLE 6**

Lorsque la réfection définitive de la fouille est exécutée par le pétitionnaire, sa responsabilité pendant **deux ans** à partir de la réception des travaux par la Communauté urbaine de BORDEAUX, reste engagée pour le maintien en état des ouvrages de voirie qu’il a réalisés et pour toutes les conséquences liées à une dégradation de ces ouvrages.
- ARTICLE 7**

En cas de non-observation des prescriptions d’intervention et de réfection ou de défaut de maintien en état des ouvrages réalisés, la procédure suivante sera déclenchée par la Communauté urbaine de BORDEAUX.

Envoi d’une télécopie d’alerte signalant la non-conformité, nécessitant dans les 24 heures, une réponse de l’intervenant sur les mesures qu’il envisage de mettre en œuvre et leur délai d’exécution.

A défaut de réponse ou en cas de non-exécution des mesures préconisées, envoi d’une mise en demeure à l’intervenant exigeant l’exécution des travaux sous 10 jours maximum.

A défaut d’exécution sous 10 jours la Communauté urbaine de BORDEAUX procèdera d’office et aux frais du pétitionnaire aux travaux nécessaires. Cette intervention d’office sera immédiate en cas de danger, sans télécopie d’alerte ni mise en demeure préalable.

Le coût de cette intervention sera, conformément aux dispositions de l’Article R.141.21 du Code de la Voirie Routière, majoré pour frais généraux et frais de contrôle à hauteur de :

  - 20 % pour la tranche de travaux comprise entre 1 € et 2 286,74 €,
  - 15 % pour la tranche comprise entre 2 286,75 € et 7 622,45 €,
  - 10 % au-delà de 7 622,45 €.
- ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui sera tenu de le faire présenter par l’intervenant, sur le chantier même, sur toute réquisition des agents de la Communauté urbaine de BORDEAUX. A défaut d’une telle justification, l’interruption immédiate des travaux pourra être ordonnée.

Fait à BORDEAUX, au siège de la Communauté urbaine, le

**le président,**  
*par délégation de signature,*  
**le directeur général,**



COMMUNAUTÉ  
URBAINE DE BORDEAUX

Communauté urbaine de Bordeaux  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33076 Bordeaux cedex  
Tél. 05 56 99 84 84  
Fax 05 56 96 19 40  
www.lacub.com

EXECUTION DE TRAVAUX  
PRESCRIPTIONS

<div>Nom</div> <div>Adresse</div> <div>Commune</div>	<div>PETITIONNAIRE (date de réception par la circonscription)</div>
<div>Référence</div>	<div>DEMANDE</div>
<div>Adresse</div> <div>Commune</div> <div>Nature</div>	<div>TRAVAUX</div>

POLOPER-0110/Arrete\_Autorisation/03-2003

**centre Voirie et Proximité**  
direction opérationnelle Voirie  
Circulation et Proximité  
pôle Opérationnel  
Tél. 05 56 99 84 84  
Fax 05 56 99 88 06  
e-mail : dovcp@cu-bordeaux.fr

# **CERTIFICAT D'ALIGNEMENT**

***(La propriété conserve son alignement)***



Bordeaux, le

références :



**objet :**

**références :**

Maître,

J'ai l'honneur, en réponse à votre lettre rappelée en référence, de vous préciser, qu'en l'état actuel des documents d'urbanisme en vigueur et des projets de voirie connus, la propriété citée en objet, **conserve son alignement.**

Il est à noter que ces renseignements concernent uniquement l'alignement de la voie au droit de cette propriété. Toute autre servitude d'urbanisme susceptible de la frapper, ne pourra vous être précisée qu'après instruction habituelle d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il vous appartient de déposer dans les formes réglementaires, auprès des Services de la Mairie de la Commune où est située la propriété.

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

**l'ingénieur,**

centre Voirie et Proximité  
direction Opérationnelle voirie  
circulation et proximité  
pôle Opérationnel  
Tél. 05 56 99 54 54  
Fax 05 56 99 88 06  
dovcp@cu-bordeaux.fr

*correspondance  
à adresser au Président*  
Communauté urbaine de Bordeaux  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33076 Bordeaux cedex  
Tél. 05 56 99 84 84  
Fax 05 56 96 19 40  
www.lacub.com

## ARRÊTÉ

### LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX,

**Considérant** le Code Général des Collectivités territoriales ;

**Considérant** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.112.1 et suivants ;

**Considérant** le Règlement Général de Voirie de la Communauté urbaine de BORDEAUX,

**Considérant** le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) et ses annexes ;

**Vu** la demande de délivrance de l'alignement, portant sur la parcelle dont l'adresse est indiquée au recto ;

**Considérant** l'alignement constaté par les Services de la Communauté urbaine de BORDEAUX,

### ARRÊTE,

**ARTICLE 1** Cet arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif, non créateur de droits.  
Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.  
Il ne donne aucun pouvoir de modifier le plan d'alignement ou de changer les limites de fait de la voie publique.  
Il n'a enfin aucun pouvoir translatif de propriété.

**ARTICLE 2** Il n'appartient qu'à la Communauté urbaine de BORDEAUX de procéder à la délimitation de son domaine public routier.

**ARTICLE 3** Cet arrêté d'alignement a une **durée de validité d'un (1) an**.

Fait à BORDEAUX, au siège de la Communauté urbaine, le

**le président,**  
*par délégation de signature,*  
**le directeur général,**

# ***ALIGNEMENT***

***(La propriété est frappée d'alignement)***



Bordeaux, le

références :



**objet :**

**références :**

Maître,

J'ai l'honneur, en réponse à votre lettre rappelée en référence, de vous préciser, qu'en l'état actuel des documents d'urbanisme en vigueur et des projets de voirie connus, la propriété citée en objet, **est frappée d'alignement**.

Il est à noter que ces renseignements concernent uniquement l'alignement **futur** de la voie au droit de cette propriété. Toute autre servitude d'urbanisme susceptible de la frapper, ne pourra vous être précisée qu'après instruction habituelle d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il vous appartient de déposer dans les formes réglementaires, auprès des Services de la Mairie de la Commune où est située la propriété.

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

**l'ingénieur,**

centre Voirie et Proximité  
direction Opérationnelle voirie  
circulation et proximité  
pôle Opérationnel  
Tél. 05 56 99 54 54  
Fax 05 56 99 88 06  
dovcp@cu-bordeaux.fr

*correspondance  
à adresser au Président*  
Communauté urbaine de Bordeaux  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33076 Bordeaux cedex  
Tél. 05 56 99 84 84  
Fax 05 56 96 19 40  
www.lacub.com





# ***ALIGNEMENT***

***(Voies n'appartenant pas  
à la Communauté Urbaine de Bordeaux)***

Bordeaux, le

références :



**objet :**

**références :**

Maître,

J'ai l'honneur, en réponse à votre lettre rappelée en référence, de vous préciser, que la propriété citée en objet n'est pas située en bordure du domaine public routier de la Communauté urbaine de Bordeaux.

Il s'agit d'une voie :

- ☐ Relevant du domaine privé de la Commune
- ☐ Relevant du Département
- ☐ Relevant de l'Etat
- ☐ Privée appartenant à un particulier
- ☐ Située en dehors du territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux.

La Communauté Urbaine de Bordeaux n'est pas compétente pour délivrer le certificat d'alignement pour ces voies.

Toute autre servitude d'urbanisme susceptible de la frapper, ne pourra vous être précisée qu'après instruction habituelle d'une demande de certificat d'urbanisme qu'il vous appartient de déposer dans les formes réglementaires, auprès des Services de la Mairie de la Commune où est située la propriété.

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

**l'ingénieur,**

centre Voirie et Proximité  
direction Opérationnelle voirie  
circulation et proximité  
pôle Opérationnel  
Tél. 05 56 99 54 54  
Fax 05 56 99 88 06  
dovcp@cu-bordeaux.fr

*correspondance  
à adresser au Président*  
Communauté urbaine de Bordeaux  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33076 Bordeaux cedex  
Tél. 05 56 99 84 84  
Fax 05 56 96 19 40  
www.lacub.com

## ARRÊTÉ

### LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX,

**Considérant** le Code Général des Collectivités territoriales ;

**Considérant** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.112.1 et suivants ;

**Considérant** le Règlement Général de Voirie de la Communauté urbaine de BORDEAUX,

**Considérant** le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) et ses annexes ;

**Vu** la demande de délivrance de l'alignement, portant sur la parcelle dont l'adresse est indiquée au recto ;

**Considérant** l'alignement constaté par les Services de la Communauté urbaine de BORDEAUX,

### ARRÊTE,

**ARTICLE 1** Cet arrêté d'alignement est un acte purement déclaratif, non créateur de droits.  
Il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.  
Il ne donne aucun pouvoir de modifier le plan d'alignement ou de changer les limites de fait de la voie publique.  
Il n'a enfin aucun pouvoir translatif de propriété.

**ARTICLE 2** Il n'appartient qu'à la Communauté urbaine de BORDEAUX de procéder à la délimitation de son domaine public routier.

**ARTICLE 3** Cet arrêté d'alignement a une **durée de validité d'un (1) an**.

Fait à BORDEAUX, au siège de la Communauté urbaine, le

**le président,**  
*par délégation de signature,*  
**le directeur général,**

**ANNEXE**

# **ORDRE D'ARRET IMMEDIAT DE CHANTIER**

**ORDRE D'ARRET IMMEDIAT  
DE CHANTIER**

Nature du chantier	Localisation du chantier	Date	Heure

**MOTIF DE L'ARRET DU CHANTIER**

.....

.....

.....

L'entreprise .....

exécutant les travaux pour le compte de .....

représentée par .....

(nom du chef de chantier ou du conducteur de travaux présent sur le site)

est invitée à cesser immédiatement toute activité sur le chantier sus-cité et à le mettre en sécurité avant de quitter les lieux.

La reprise des travaux ne pourra intervenir qu'après délivrance par le représentant du Service Gestionnaire de la Voirie d'une «autorisation de reprise de chantier».

le représentant  
de la Communauté urbaine de Bordeaux,

le représentant  
de l'Entreprise réalisant les travaux,

Gestionnaire de la voirie, Circonscription n° .....



# **AUTORISATION DE REPRISE DE CHANTIER**

## AUTORISATION DE REPRISE DE CHANTIER

Nature du chantier	Localisation du chantier	Date	Heure

L'entreprise.....  
exécutant les travaux pour le compte de.....  
.....  
ayant fait l'objet d'un ordre d'arrêt de chantier en date du ..... est autorisée à reprendre son  
activité sur le chantier sus-cité.

**Le Représentant**  
**de la Communauté Urbaine de Bordeaux,**

Gestionnaire de la voirie, Circonscription n° .....

**ANNEXE**

# ***TELECOPIE D'ALERTE avant mise en demeure***

# **PRECONISATIONS CONCERNANT LES AFFLEUREMENTS DES RESEAUX**